

*Initiatives ministérielles*

Comment la population de ce pays peut-elle faire confiance à un ministre des Finances issu d'un parti dont la marque de commerce a été d'initier le Canada aux déficits annuels successifs et au cercle infernal de l'endettement sans fin? C'est comment confier les clés du coffre-fort à un arnaqueur professionnel. Comment croire un ministre dont le parti a ruiné ce pays et l'a mené au bord de la crise sociale et politique.

Le ministre nous promet un déficit de 2 p. 100 du PIB en 1997-1998. Le déficit fédéral n'a jamais été inférieur à ce niveau depuis 1974, notons-le bien. De plus, le déficit du gouvernement du Québec était déjà, en 1994, à 2,4 p. 100 du PIB ou de quatre milliards de dollars, beaucoup trop élevé.

Le déficit du Québec était encore inférieur à 2 p. 100 en 1988, 1989 et 1990, et ce niveau a quand même entraîné un endettement beaucoup trop important. C'est dire tout le chemin que le fédéral doit parcourir avant de ramener le déficit sous la barre des 2 p. 100 du PIB, et ce niveau est encore beaucoup trop élevé compte tenu de la dette déjà accumulée jusqu'ici.

Cette promesse de ramener le déficit à 17 milliards en 1997-1998 vient de la bouche d'un ministre libéral. Quand on connaît le comportement de son parti depuis 25 ans, en matière de gestion publique, mieux vaut faire le deuil de cette promesse.

La situation économique récente n'est pas celle que nous dépeint le ministre des Finances. Après avoir connu une forte augmentation en 1994, l'activité économique stagne au Canada depuis le début l'année 1995. Comme l'affirme Statistique Canada : « Mise à part la hausse des exportations, l'économie reste faible. La demande intérieure finale continue de languir pour le troisième trimestre consécutif. »

La faiblesse de l'économie intérieure du Canada est visible partout: investissement des entreprises, construction résidentielle neuve et ainsi de suite. Lors de la récente présentation de la mise à jour économique et financière, le ministre des Finances affirmait également qu'il atteindrait sa cible budgétaire bidon de 32,7 milliards en déficit pour l'année fiscale 1995-1996 et de 24,3 milliards de dollars pour l'année 1996-1997. Il nous parle même de l'objectif de réduire le déficit fédéral à 17 milliards de dollars pour l'année 1997-1998, année prévue pour la prochaine élection fédérale au pays.

Le compte d'assurance-chômage affichera un surplus annuel d'environ cinq milliards de dollars pour l'année 1995-1996 et pour chacune des prochaines années. En intégrant sciemment le surplus du compte d'assurance-chômage dans son fonds consolidé, comme l'ont souligné mes collègues du Bloc québécois qui m'ont précédé, le gouvernement fédéral utilise ce surplus pour abaisser artificiellement son déficit annuel.

Sans ce surplus du compte de l'assurance-chômage, le déficit réel pour 1995-1996 serait de 37,7 milliards plutôt que de 32,7 milliards, tel que prévu. À 37,7 milliards de dollars, le déficit fédéral n'est pas encore très loin des déficits historiques de 40 milliards de dollars et plus que l'on a déjà trop connus.

Pour soutenir la thèse du ministre d'utiliser le surplus du compte d'assurance-chômage afin d'équilibrer le budget, les libéraux affirment que le vérificateur général avait déjà proposé

en 1986 que le compte d'assurance-chômage soit intégré aux revenus et dépenses du gouvernement fédéral.

Ce que les libéraux passent sous silence c'est que, depuis 1990, c'est-à-dire postérieurement donc à la recommandation du vérificateur général, le gouvernement ne contribue plus du tout au financement du compte d'assurance-chômage qui est maintenant entièrement supporté par les employeurs et par les travailleurs. Comment justifier alors que le gouvernement fédéral fasse main basse sur le surplus du compte d'assurance-chômage qui appartient en fait aux travailleurs et aux employeurs pour atténuer les effets du chômage qui les touchent. On pourrait diminuer les cotisations et augmenter les primes de chômage à la place.

• (1710)

Au contraire, le gouvernement utilise ce surplus comme une taxe déguisée pour camoufler le niveau réel de son déficit et de son incurie administrative. Ce surplus du compte d'assurance-chômage appartient à la classe moyenne, formée des travailleurs et des employeurs qui font marcher notre économie. Au moment où le gouvernement coupe dans l'aide aux chômeurs, il administre un autre camouflet à ceux qui travaillent encore en leur soutirant encore plus le fruit de leurs efforts, incapable qu'il est de mettre de l'ordre dans l'administration publique fédérale.

Cette basse manoeuvre prend l'allure d'une nouvelle taxe difficile à évaluer pour l'ensemble des contribuables, difficile à saisir également. Elle relève plutôt des savants jeux comptables du gouvernement qui, encore une fois, parle de transparence et d'équilibre budgétaire, alors qu'il fait tout pour masquer la réalité aux contribuables.

Pour atteindre sa pseudo-cible de 17 milliards de dollars en 1997-1998, le gouvernement se prépare à mettre en place des compressions de plusieurs milliards de dollars. Le ministre des Finances n'a pas caché son intention de couper dans les pensions de vieillesse lors de la révision déjà annoncée dans le dernier budget de février dernier. À l'instar de mes autres collègues du Bloc québécois, je tiens à préciser que nous nous opposons farouchement à de telles coupures dans les pensions de vieillesse et nous proposons d'autres avenues pour lutter contre le déficit, que je préciserai un peu plus loin.

Après s'être attaqué à la classe moyenne déjà surtaxée, le gouvernement libéral s'attaque à ceux qui ont travaillé toute une vie pour essayer de jouir d'un peu de quiétude au soir de cette même vie. Où est la compassion dont se gargarise tant le ministre des Finances?

Le troisième volet de cette lutte ratée au déficit vise les gouvernements provinciaux. Le gouvernement fédéral réduit son déficit au prix d'une augmentation des déficits des provinces. Il ne s'attaque pas réellement au déficit global, qui est toujours supporté par les mêmes contribuables, il le décentralise dans chacune des provinces du pays.

C'est toujours la vieille politique de pelletage dans la cour du voisin qui lui, à son tour, renvoie le tout à son voisin suivant. Les coupures du dernier budget effectuées dans les transferts aux provinces se traduiront par un manque à gagner pour les provin-